



## COMMUNIQUÉ

4 mai 2018

### **Violente intervention policière sur le CLSH de Nancy : nous n'accepterons pas de continuer à travailler dans ce climat de répression démesurée**

Un tournant a eu lieu ce jeudi 3 mai sur le CLSH à Nancy : une charge soudaine et violente des forces de l'ordre sur une cinquantaine d'étudiants qui voulaient empêcher la tenue d'un examen à l'amphi K. Le président de l'université nous en a livré sa version. Nous regardons différemment les événements de ce jeudi en insistant sur le fait que la mobilisation étudiante contre la loi ORE qui organise la sélection en licence n'est pas un épiphénomène nancéien ou messin, mais qu'elle est largement en place dans les universités. Nulle part, les répressions des présidents n'arrêtent cette mobilisation. Nous avons récemment écrit que le président avait eu des réactions disproportionnées. Nous n'avons pas suffisamment insisté sur la fermeture du local libertaire du CLSH mercredi dernier, pourtant très significative et aberrante.

Ce local abrite [trois associations](#) depuis plusieurs années (Non Serviam, Genepi, et L'Associo). Contrairement à ce qu'écrit le président, qui semble bien mal connaître le CLSH, ces associations n'étaient pas parties prenantes dans la mobilisation contre la loi ORE. Pourtant, le local a été fermé à la hâte par quelques plaques après le « déblocage » du mercredi 25 avril. Pire, il a été vidé, ce qui a entraîné la perte de nombreuses archives et de nouveaux numéros prévus à la vente par l'association Genepi. Au moment d'expulser 19 jeunes mobilisés, jeudi dernier, tout a été bon pour vouloir effacer tout ce qui gêne au CLSH et reprendre autoritairement la main sur la vie du campus, y compris associative. Hier, des étudiants ont brisé les plaques pour réouvrir ce local, ainsi que la salle A028 qu'ils occupaient. Ils n'y sont pas allés de main morte, certes. Mais quel besoin le président avait-il de barricader ces locaux ? Nous l'avons déjà dit, par son attitude et son refus de considérer l'ensemble des parties impliquées dans le mouvement, le président participe pleinement de la tension actuelle.

A la suite de l'AG tenue sur le campus, les étudiants mobilisés ont lancé une action pour empêcher la tenue d'examens à l'amphi K. Cette modalité d'action n'est pas nécessairement la plus pertinente pour combattre la loi ORE, mais quiconque s'intéresse un peu à l'actualité dans les universités françaises en ce moment sait que la tension est vive sur de nombreux sites. Nancy n'est pas un cas isolé et il serait temps que le président en prenne la pleine mesure. En opposition à cette tentative d'empêchement des examens, les forces de l'ordre ont été appelées et ont mis en place un cordon isolant les étudiants mobilisés des étudiants allant passer leurs examens. Puis, sans semonce, ils ont chargé les étudiants mobilisés alors que ces derniers agissaient pacifiquement. Six étudiants ont été interpellés par la police dont cinq ont passé la nuit en garde à vue, d'autres ont été légèrement blessés, alors même qu'aucun d'entre eux n'avaient eu de comportement agressif envers le cordon policier.

Pouvons-nous accepter de tels agissements policiers dans une enceinte universitaire ? Pouvons-nous sérieusement penser que cette manière d'assurer la tenue des examens est légitime ? Pouvons-nous faire passer des examens à des étudiants tandis que d'autres se font charger dans le même temps et dans l'enceinte même de l'université ? Qui bloque l'université de Lorraine ?

**Nous appelons de nouveau le président à renoncer à ces méthodes autoritaires en cessant de faire intervenir les forces de l'ordre au sein d'un site universitaire. Ainsi que nous l'avons dit lors de notre dernier communiqué, des préavis de grève sont déposés et nous appelons tous les collègues à arrêter leurs activités pédagogiques et administratives car il n'est pas tolérable de faire travailler des personnels et des étudiants dans un climat de répression totalement disproportionné.**

***FERC-SUP CGT, SNESUP-FSU, SNASUB-FSU, SNPREES-FO, SUD-ÉDUCATION LORRAINE***

*Liens vers les préavis de grève*

FERC-SUP CGT : <http://cgt.fercsup.net/spip.php?article4036>

SNESUP-FSU : <http://www.snesup.fr/article/agenda-des-mobilisations>

SUD-ÉDUCATION : <http://www.sudeducation.org/Preavis-de-greve-generaliste-du-09.html>